### Introduction – les conséquences de la « première guerre mondiale »

8h07 !!!

Lazare Carnot FICHE BIOG.

#### Préliminaires les révolutions d’Angleterre

#### La seconde Guerre de Cent Ans et les cycles du XVIIIe siècle

#### La « première guerre mondiale » 1756 – 1763

#### Conclusion – La construction d’une mondialisation belliqueuse par l’édification des empires coloniaux ennemis

Bataille de Vertières : 18 novembre 1803. Nous sommes deux mois avant la fin de la guerre à Saint-Domingue, le 1er janvier 1804 et la naissance de la République d’Haïti.

Michel Vovelle se déclare farouchement pacifiste, mais c’est une chance acquise car d’autres ont combattu avant lui, notamment à la Résistance. **Quel est le lien problématique et constitutif entre la guerre et la Révolution ?** Il ne faut procéder ni à une victimisation de la République, ni à une thèse des circonstances malheureuses (idée d’Alphonse Aulard). Pour Pierre Serna ces deux positions ne sont pas crédibles car il y a dans la matrice républicaine une matrice de guerre. Il n’y a pas de république américaine ou haïtienne sans guerre. Le concept d’indépendance à Haïti provoque une guerre à front renversé : des esclaves se battent pour les idéaux de 1792 contre la métropole, les esclaves en lutte chantent eux-aussi *la Marseillaise* durant la bataille de Vertières le 18 novembre 1803, les soldats de la République française décident finalement de réprimer également en entonnant le même chant.

Pour François Furet, et Attal\*\*\* dans *La République et la guerre*, aux éditions Complexes, *1792, la République invente la guerre*\*\*\* La République porte de façon nocive la guerre, elle porte en elle la guerre permanente. Hannah Arendt, en 1963, dénonce au travers de la dictature soviétique, dans le sillage de la dénonciation du totalitarisme du XXe siècle, la Terreur. Elle remonte à 1793. La guerre est pour elle une guerre de classe et universelle à partir de 1793. Elle devient idéologique et dépasse les frontières. La guerre permanente est aussi critiquée, ces écrits sont contemporains de la guerre civile en Chine. Finalement, durant la guerre du Vietnam, suite aux mouvements contre la ségrégation raciale, suite aux scandales politiques, et au coup d’Etat au Chili, elle va remettre en cause ses propres analyses et cessant d’assimiler la Révolution française au stalinisme.

Arno Mayer, *La Persistance de l’Ancien Régime*, Paris, 1983. Pour lui les structures mentales de l’Ancien Régime ont dominé jusque la guerre de 1914 en dépit de la Révolution. *Furies, violences de guerre comparées dans la Révolution russe et française*, Princeton, 2001 (traduit chez Fayard, 2002) ouvrage à noter. L’outrance dans la guerre crée une violence outrancière, elle apparaît avec le concept de *vengeance*. La dimension morale de la guerre légitime sur le champ de bataille des violences qui dépassent un cadre imaginable dans une guerre réglée. La question de l’origine du conflit devient centrale dans la guerre mais dans le combat on ne sait qui va gagner. Ainsi dans la logique de guerre il y a un conflit d’autant plus fort qu’aucun des deux ne veut cesser le combat. Le trauma psychologique de celui qui gagne, qui vit un trauma post-traumatique, est tel que la violence s’abat sur celui qui a perdu sans mesure. L’acharnement sur le vaincu est analysable en ce sens pour la guerre de Vendée. Le différentiel de violence alors que le vaincu l’est clairement – vaincu –, choque. C’est une nouvelle forme de guerre.

David A. Bell, professeur à Princeton, écrit The First Total War : Napoleon’s Europe and the Birth of Warfare as We Know It en 2007. Il se pose la question de l’apparition de ce nouveau concept, avant même la guerre de Sécession américaine. Pour lui la *guerre totale* apparaît avec la guerre révolutionnaire car toute la société est au service de la guerre. La guerre démocratique, républicaine invente une telle violence que l’Europe entre en désordre. Les conséquences de la Révolution française sont les républiques-sœurs : batave, italiennes. Les nations peuvent être souveraines désormais. Pour l’historien Albert Sorel, fondateur de l’histoire diplomatique, la guerre rend le conflit révolutionnaire interminable, il ne peut être dépassé que par une nouvelle diplomatie. Les jeunes diplomates français sont nourris de cette idéologie, à l’IEP. Pour contrer cette position c’est ainsi que la municipalité de gauche crée une chaire à la Sorbonne en 1886, portée par Alphonse Aulard. Avant 1889 c’est la revue *Histoire de la Révolution* de Taine qui est lue et qui présente la révolution comme l’anarchie et le sang.

Hervé Drévillon considère qu’il n’y a pas de guerre totale, d’un point de vue de l’histoire militaire. La guerre révolutionnaire engage une énergie, une volonté, un embrigadement qui va au-delà de la simple bataille. La guerre révolutionnaire crée un contrôle total sur la société pour vaincre. La première guerre totale aurait été inventée avec la Guerre de Sept ans. Les colonies sont des laboratoires de ce qu’on peut faire en temps de guerre, pour l’appliquer ensuite en métropole. La violence des armées britanniques contre les populations de l’Inde sont les premiers signes de la guerre totale, de la guerre à outrance. *Republics at war* (introduction de Pierre Serna) est en cours de rédaction, il répond à David A. Bell. En substance, la révolution est également une guerre d’indépendance, même en France, car le but est que les autres pays reconnaissent sa légalité, la légalité du nouveau régime politique. Voir « Toute révolution est une guerre d’indépendance » de P. Serna in *Pour quoi faire la Révolution*, Agone, 2012.

Avant 1783, tant que l’Angleterre ne reconnaît pas la République des Etats-Unis, celle-ci pèse peu. Le nom dit qui vous êtes, et ce sont les autres qui vous l’attribuent et vous offrent une existence et un nom (voir la philosophie d’Althusser). La souveraineté nationale française doit être reconnue par les autres pays afin qu’ils en fondent la légalité, cela s’appuie sur une épreuve de force. L’épreuve de force est belliqueuse ou pacifique. La guerre républicaine demeure révolutionnaire de par son issue unique : « dans l’horizon ///////////// la paix victorieuse ». D’où la devise républicaine empruntée aux Américains : « Vivre libre ou mourir ».

20 septembre 1792, occupation de la colline de Valmy par le général Kellermann. Le 21 septembre 1792 le parlement reconnaît la fin de la monarchie mais non l’apparition de la République, puis dans la journée des délégations populaires viennent s’exprimer au parlement. Et c’est le 22 septembre 1792 suite à la demande de ///////// que les documents officiels sont signée de l’an I de la République.

Jacques-Nicolas Billaud-Varenne FICHE BIOG.

**§ La guerre révolutionnaire**

Citoyen armé, et citoyenne armée jusqu’au décret de 1793. Définition géostratégique d’une guerre contre les monarchies. Démocratisation de l’armée, difficile de savoir combien de françaises et français sont morts durant cette guerre révolutionnaire.

\*\*\*

Mobilisation économique, sociale, culturelle à l’arrière. **La France devient un pays où la culture martiale prend une certaine importance**. **L’armée est constitutive de la république**. La culture martiale naît à l’époque révolutionnaire. La *Marseillaise* (chant national depuis 1795 mais écrit en 1792) résume cette culture martiale. Maxime Kaci fait sa thèse sur la chanson et la politique. La musique, la chanson, l’opéra sont fondamentales. Sa thèse de 2012 est publiée, Dans le tourbillon de la Révolution, Mots d’ordre et engagements collectifs aux frontières septentrionales (1791-1793), Rennes, PUR, 2016.

« *Qu’un sang impur abreuve nos sillons !*», la *Marseillaise* est un chant de destruction et de construction. De haine contre les tyrans, les traîtres, les despotes. La *Marseillaise* pointe comme des cibles à abattre les chefs d’Etat. Les militaires français qui émigrent sont une deuxième cible puisqu’ils tirent contre les soldats français. La troisième cible ce sont les nobles qui ne veulent plus être officiers à la tête de l’armée française, a contrario de Bougainville, de Latour-Maubourg qui restent fidèles à la République. La *Marseillaise* porte une détestation qui vise les têtes couronnées et toutes les têtes traîtresses.

Les animaux, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle… Les éleveurs français et anglais comprennent que la sélection des meilleures races permet une élévation de la qualité de la bête, le bon sang fait la bonne race. Le terme race est courant et mélioratif. Les Anglais inventent the *Race Horse*, race veut dire compétition et compétition du meilleur. L’idéologie de la noblesse, contrairement à la vue postrévolutionnaire qui la présenterait comme raciste, est alors présentée à l’instar des généalogies des races de bête. Des riches notaires provinciaux escomptent marier leur fille avec les familles nobles désargentées. La question du sang est fondamentale avant 1789. Le sang impur qui abreuve les sillons n’a donc rien à voir avec une attaque raciste ou xénophobe, cela s’adresse à la noblesse. Linné, Daubenton, Buffon évoquent la qualité du sang, c’est une obsession des médecins du XVIIIe siècle. Qualifier la noblesse de « sang impur » est un retournement idéologique porté par la roture. La vertu, l’honneur, le courage, le patriotisme, la volonté de fondation d’une nation sont maintenant du côté du Tiers Etat !

La seconde explication porte sur les sillons. Le sillon est d’abord la trace du retournement de la terre par la charrue. Ici il ne s’agit pas de cela. Rouget de L’Isle, connaît le rituel de la fondation de la cité d’hommes libres antique. Ces cités accouchent d’une guerre, rituellement le sang des vaincus est répandu en un cercle car il offre la force à la nouvelle cité libre. Ce n’est pas ici le sillon du labourage dont il est question. La *Marseillaise* est un chant de propagande, au sens littéral, pour propager des idées.

### Le gouvernement révolutionnaire

#### Le contexte de l’année 93

##### L’entrée en guerre de l’Angleterre

##### La guerre civile

La décapitation du roi le 21 janvier 1793 (Mazel Tov) précipite la graduation de la violence pour pousser la France dans « la guerre à outrance », terme contemporain. Suite au décret de novembre 1792 pour l’appel à la rescousse, et au décret de décembre 1792 (« guerre aux châteaux, paix aux chaumières »), vont faire que les troupes françaises occupent l’embouchure de l’Escaut (Anvers). L’Escaut est une bouche ouverte sur le commerce anglais. Les embouchures de la Tamise et de l’Escaut se font face. L’Angleterre est menacée.

L’Angleterre se méfie d’avantage des rails radicaux qu’emprunte la France. *Considérations sur la Révolution en France* d’Edmund Burke (1790) fustige la tournure que prend la révolution française dès es débuts. Burke critique aussi l’apparition de la république. Les Anglais qui pensent profiter des désordres dans les Antilles observent que les révolutions de Saint-Domingue, Guadeloupe, Martinique peuvent s’étendre dans les colonies anglaises. Les Girondins dans leur volonté d’ordre européen ont toujours avancé que l’Angleterre et la France devaient rester alliés pour mettre en place un système hégémonique de domination du monde, mais ces bourgeois étaient contre la noblesse également ! Les Girondins avaient parié sur une république libérale pour mettre en place un système d’économie-monde qui puisse développer d’avantage les richesses, mais ce fut une erreur fondamentale sur les opinions de la diplomatie anglaise.

À la mi-janvier 1792, alors que le procès du roi s’engage, les ambassadeurs français sont expulsés de l’Angleterre. Dans le langage diplomatique d’alors cela signifie que quinze jours plus tard il est possible qu’une guerre s’engage. L’Angleterre peut passer sa capacité de 70 à 120 vaisseaux de premiers rangs (700 hommes) sur l’océan. Depuis l’été 1792 et la chute de la monarchie, les arsenaux anglais travaillent à temps plein pour armer 40 nouveaux vaisseaux. Armer un nouveau vaisseau prend six mois. Pour les Girondins, les Anglais s’arment contre les Provinces-Unis pour forcer le détroit de Malacca en Indonésie pour mieux atteindre la Chine. Le discours girondin est de moins en moins crédible. **Le 1er février 1793, la France déclare la guerre à l’Angleterre**. En janvier 1793, l’*Alien-Bill* est adopté, avec le soutien de Edmund Burke et William Pitt (FICHE BIOG). Tout étranger français qui arrive sur le territoire est soumis à une enquête sévère, c’est une lois contre la propagande révolutionnaire, certains sont assignés à domicile.

Le Piémont-Sardaigne, l’Espagne, la Russie, l’Autriche et les Etats-Unis s’étaient déclarés favorables à la république. Pour Jaurès, le pire est d’avoir créé un front intérieur redoutable, il en veut à Brissot… Car devant l’urgence militaire la Convention nationale vote un *décret de levée de 300 000 hommes*, qui provoque une réaction de rejet total dans une grande partie de la France, surtout en Vendée et plus largement dans l’Ouest. La révolte des Vendéens débute. Ils ne sont pas plus catholiques et royalistes que d’autres régions, mais les paysans sont parmi les dominés et les plus vindicatifs de l’Ancien Régime (voir les cartes de Jean Nicolas). Les curés vendéens ne souhaitent pas prêter serment à la constitution, mais surtout la vente des biens nationaux d’un tiers des terres de l’Eglise par enchère a été un échec pour les paysans vendéens. Les bourgeois des villes de Vendée ont été gavés de nouvelles terres. La crise sociale est alors aigüe. Les nouveaux propriétaires bourgeois imposent de nouveaux curés : les curés constitutionnels. Dans l’Ouest et la Vendée, le plus souvent, les curés de la paroisse sont bien des enfants du pays, c’est une particularité (étude sur le choix des curés au XVIIIe siècle). Les paysans de Vendée qui se lèvent font naître une révolte populaire contre la bourgeoisie locale.

Quinze jours après l’entame de la révolte populaire en Vendée les nobles y trouvent un intérêt. Les curés de 1792 qui avaient fui vont dans un second temps convaincre les révoltés. Les soldats envoyés en Vendée ne connaissent pas le pays. Ce décalage entre, ce qui se passe en Vendée, et ce qui est l’atmosphère à Paris, provoque une radicalisation du discours politique.

Bertrand Barère (FICHE BIOG.), député des Pyrénées-Orientales a des mots durs sur la Vendée. Il assimile le vendéen au brigand. Un hors-la-loi qu’on peut abattre sans procès. Barère crée le mythe du paysan arriéré vendéen, soumis à la religion catholique, et à abattre. La catastrophe de la guerre civile naît. « *Français, en guerriers magnanimes, portez ou retenez vos coups ! Epargnez ces tristes victimes, à regret, s’armant contre nous.* » (5e couplet). Mais les soldats français ne vont pas être magnanimes. C’est l’hécatombe, a fortiori avec l’inorganisation des premiers généraux sur le terrain. Les Vendéens prennent Cholet, Saumur, ils sont aux portes de Nantes, à 120 km d’Orléans : le grenier à blé de Paris. La Loire est pleine de barges qui transportent des pondéreux (matières lourdes), des grains, etc. Valérie Sottocasa (Toulouse Le Mirail), spécialiste du brigandage, montre que du Poitou au Vivarais (sud du Massif central) la population se soulève contre la république. La réaction vendéenne n’est que symptomatique.

##### La défaite de la Gironde

Le 13 mars 1793, échec à la bataille de Neerwinden. Le général Dumouriez qui avait remporté la campagne victorieuse de Valmy (avec Kellermann) perd et se livre à l’ennemi. En avril 1793 deux dynamiques font jour : institutionnelle et politique.

Les Girondins face à la crise créent une **nouvelle institution une première Terreur**. Dans l’urgence les Girondins créent : le *Comité de Salut public*, ce sont quinze députés qui assument un pouvoir pour accélérer la mise en place des décisions ; le *Comité de Sûreté générale* (ancêtre de la police) ce sont des députés qui pourchassent tous les traîtres, les complots, qui relèvent des crimes de sûreté ; le *Tribunal révolutionnaire* apparaît, la justice devient politique, les ennemis de la nation sont hors du droit pénal général ; Sieyès crée la *Convention ambulante*: ce sont des pouvoirs spéciaux donnés à des députés pour appliquer certaines missions. Des petits groupes de députés détiennent des spécialités pour appliquer des décrets dans certains départements qui sont la conséquence des arrêtés vérifiés par un Comité de législation. Les républicains radicalisent leur position. La république en appelle à la République démocratique et sociale. En mai 1793 chez les Cordeliers est fondé un nouveau club, la *Société des citoyennes républicaines révolutionnaires* avec Claire Lacombe et Pauline Léon (2 FICHES BIOG.). Ces femmes actrices de la vie économique et politique se réunissent pour être reconnues comme citoyennes, mais pas en tant que femmes. Elle veulent faire baisser le prix des denrées, attaquer les agioteurs, et veulent plus de solidarité, ce qui aboutit à la loi sur la bienfaisance nationale qui invente les pensions d’invalidité, les salaires pour les ouvriers blessés, les allocations pour les femmes de plus de trois enfants, les maisons de jour pour les enfants des filles-mères afin qu’elles ne les abandonnent pas, les pensions pour vieux agriculteurs, l’interdiction du terme de bâtard.

CM 3 =>

Petit rappel sur l’introduction de la dissertation : sur les points fâcheux dans les copies

§ définir soigneusement les termes, afin de définir des limites au sujet

§ plan qui puisse permettre d’inclure les trois termes du sujet dans chaque partie

§ apporter des notions au-delà du cours donné, nécessité des lectures

Les femmes sont des agents économiques, elles travaillent de jour et font des queues interminables, dès trois heures du matin pour nourrir la famille. Les femmes célibataires ont peu d’existence sociale et juridique, car elles sont moins protégées par le père ou le mari, mais elles sont plus libres également car actrices économiques indépendantes. Les femmes célibataires ou veuves travailleuses ont une forme d’autonomie. Clyde Plumauzille, en 2016, dans *Prostitution et Révolution : les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)* (issu de sa thèse) montre que la majorité des lavandières et couturières sont contraintes à une « *prostitution de besoin*». À Paris il y a environ 30 000 prostituées ce qui fait de Paris la capitale de la prostitution en Europe. Clyde Plumauzille montre que les femmes qui se prostituent sont tout à fait intégrées, le quartier où elles vivent le sait.

Septembre 1792, une des dernières lois de l’Assemblée législative émancipe en partie les femmes. La Révolution invente une loi de liberté, c’est la loi sur le divorce. L’état civil devient laïc obligeant un officier municipal à inscrire à son registre la naissance qui donne accès à la communauté de citoyens. Il n’est pas nécessaire d’être baptisé pour être citoyen. Dans cette même loi le mariage est laïcisé, c’est désormais un contrat civil entre deux citoyens. Et comme dans tout contrat les deux contractants sont égaux. La femme est potentiellement l’égal de l’homme dans la société civile, dans les clauses de rupture il y a un article sur le « *divorce par incompatibilité d’humeur*» qui permet de divorcer plus librement. Cela permet de ne pas justifier précisément les raisons du divorce. L’humeur renvoie à la nécessité d’une bonne entente, à une représentation de la médecine des fluides avec la salive, le sang, le sperme. Dans la loi il est ainsi inscrit, indirectement, que les femmes qui ne sont pas satisfaites, par la relation sexuelle qu’elles doivent entretenir avec leur mari, peuvent divorcer. Cela choque considérablement les conservateurs et les curés. La veuve, la femme divorcée, la femme célibataire a un rôle important durant la Révolution.

L’été de 1793, été de tous les dangers. Le **13 juillet 1793**, Charlotte Cordée vient à Paris **assassiner le député Marat**. La conscience populaire encense Marat. Le petit peuple met en place une pompe funèbre depuis la place des Cordeliers (faculté de médecine aujourd’hui) qui passe par la rue Michel (actuel bd Saint-Michel), par le Châtelet, pour traverser la Seine et revenir au jardin des Cordeliers. Les 48 sections parisiennes s’occupent de la pompe funèbre autour de Marat. Jacques-Louis David (FICHE BIOG.) peint cette scène. Il est peintre et député à la Convention nationale, membre du Comité de Sûreté générale.

Du **20 au 24 juin 1793** c’est le **vote de la Constitution de 1793**, extraits essentiels :

Préambule « *Le peuple français, convaincu que l'oubli et le mépris des droits naturels de l'homme, sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer dans une déclaration solennelle, ces droits sacrés et inaliénables, afin que tous les citoyens pouvant comparer sans cesse les actes du gouvernement avec le but de toute institution sociale, ne se laissent jamais opprimer, avilir par la tyrannie ; afin que le peuple ait toujours devant les yeux les bases de sa liberté et de son bonheur ; le magistrat la règle de ses devoirs ; le législateur l'objet de sa mission. En conséquence, il proclame, en présence de l'Etre suprême, la déclaration suivante des droits de l'homme et du citoyen.*»

Art. 33 « *La résistance à l'oppression est la conséquence des autres Droits de l'homme.*»

Art. 34 « *Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé*. »

Art. 35 « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs*. »

Ces articles donnent droit à l’insurrection pour ses citoyens. Chaque citoyen, une partie ou individuellement, peut, voire doit se soulever contre le gouvernement. Parmi les droits du préambule il y a le droit au bonheur (référence à la déclaration d’indépendance des Etats-Unis de 1776), le droit à l’éducation, le droit au travail, l’interdiction de se vendre et donc de l’esclavage, la suppression de la domesticité. La Constitution est **ratifiée en août 1793** avec la fédération des départements qui monte à Paris pour fêter cet évènement. A partir de la mi-aout les troupes ennemies redeviennent menaçantes. La forteresse de Verdun tombe, l’insurrection vendéenne continue, et il y a un nouveau danger… Le 2 juin 1793, arrestation d’une vingtaine de députés Girondins. En réaction, une soixantaine de départements tombent en sécession. Gaïd Andro fait une thèse en 2015 sur les procureurs généraux syndics qui sont à la tête des départements (*Une génération au service de l’Etat. Les procureurs généraux syndics de la Révolution française (1780-1830)*). Ceux là restent dans leur majorité fidèles à l’esprit de la constitution de 1791. Ce ne sont pas des contre-révolutionnaires mais ils ne comprennent pas l’arrestation des députés Girondins, parmi la soixantaine une quarantaine mettent forme à un semblant de petite armée dirigée vers Paris pour rétablir les Girondins dans leur droit.

Le 27 juillet 1793 le Grand Comité de Salut public est institué. Robespierre donne véritablement les lignes directrices. Entre le **27 juillet et le 5 septembre 1793** ce comité se constitue **avec (……..)**. En connaître au moins cinq ou six si ce n’est les douze. Billot-Varenne rentre à la fin, le 5 septembre, sur pression des sections parisiennes, c’est un des plus à gauche. L’historien américain Robert R. Palmer rédige en 1941 une étude sur la Terreur qui apparaît toujours pertinente*, Twelve who Ruled* (traduite in *Les douze qui gouvernaient : l’année de la Terreur sous la Révolution française* ou *Le gouvernement de la Terreur*) s’intéresse au projet éducatif de la Convention nationale. Robert R. Palmer est alors catastrophé en apprenant que la Troisième République s’effondre en trois semaines et passe du côté de la collaboration avec Pétain. Dans une sorte de fièvre triste il rédige ce livre. Le danger de 1793 n’est pas pire que le danger allemand de 1940 d’un point de vue technique, mais pourquoi la république s’effondre-t-elle si rapidement, s’interroge-t-il. Depuis la formation du Grand Comité de Salut public, où personne ne se supporte, l’unité demeure car chacun défend l’intérêt supérieur de la patrie. Pour Robert Palmer cet effort repose sur les douze, sur environ trois cents députés à la Convention nationale, 650 000 jeunes hommes dans l’armée, un million de militants dans les clubs et sociétés. En quelque sorte la république cherche ses républicains. Un peu plus de 1,5 millions de Français veulent prendre le pays en main à travers nouveau concept : la « *dictature de la liberté*», que Robespierre reprend à son compte. Le pays est mené par une minorité certes, mais une minorité très structurée et engagée.

#### Le gouvernement révolutionnaire : un oxymore en action

##### ???

Le gouvernement ne peut pas être révolutionnaire… Les sections françaises font pression pour que la république démocratique se transforme également en république sociale. Tant que la Révolution française s’appuiera sur la logique de 1789-1799, elle ne sera jamais terminée, comme l’analyse Marcel Gauchet. Puisque la République n’est pas fixée à des institutions, elle est au-delà puisqu’elle est démocratique, elle est sociale de fait car elle intègre par devoir les couches populaires. La République a comme devoir la protection des plus faibles et leur assurance d’un travail. Barère met en place un grand cahier de bienfaisance nationale, charge au maire de le mettre en place. C’est un cahier où les familles les plus pauvres sont invitées, incitées à mettre leur nom, c’est un cahier « *de la dette de la République*» qu’elle doit aux plus pauvres. La République a une « dette » envers les plus pauvres, les mal-logés, elle doit assurer les conditions de la fin de leur malheur. Voilà dans cet épisode de la Révolution française l’origine du communisme, du socialisme, du syndicalisme. Les pauvres se tournent fièrement vers l’Etat pour savoir ce qu’il se doit de faire pour eux.

Le gouvernement révolutionnaire se constitue en quatre temps, en fait plus :

Le **5 septembre 1793** la Convention est envahie par les sections parisiennes qui réclament que la « *Terreur soit mise à l’ordre du jour*». Il s’agit de comprendre la peur comme moteur anxiogène de l’histoire. Les révolutionnaires et contre-révolutionnaires ont peur. Mettre la Terreur à l’ordre du jour signifie donner du courage aux révolutionnaires de 1793 pour que la peur change de camp. Les contre-révolutionnaires sont en réalité très puissants, ils sont riches, ils ont le soutien de l’Angleterre première puissance économique du monde. La Terreur ne sera jamais mise à l’ordre du jour. Barère laisse habilement parler les sections toute la journée pour que le vote n’ait pas lieu. Il n’y a jamais eu de Terreur officielle ! Pierre Serna n’est pas d’accord sur ce point avec Jean-Clément Martin. Pour Pierre Serna il y a eu une terreur non officielle.

Salaire minimum, maximum de prix sur les denrées, sont votés le 21 septembre 1793. Une armée gérée par département que sont les armées révolutionnaires est mise en place par un **décret du 5 septembre**. Les armées révolutionnaires sont des armées départementales, Richard Cobb s’y intéresse dans une thèse. Cette armée existe jusqu’à décembre 1793 au niveau national, et jusqu’à mars 1794 à Paris, elle cesse avec l’exécution des hébertistes

Le **10 octobre 1793**, Saint-Just explique que la France est perdue à cause du mauvais fonctionnement du gouvernement. Les lois doivent être appliquées une fois adoptées. Il fait un long discours contre deux types de personnels qui bloquent l’application de la loi : les simples fonctionnaires lointains qui ralentissent son application, Saint-Just lie le concept de vitesse et de révolution (Bonaparte utilisera la vitesse !), et le militaire, il faut le contrôler car il est le premier danger d’une prise de pouvoir.

Le **27 novembre 1793**, Billot-Varenne invente un concept, la « *centralité législative* ». Elle offre à la Convention nationale la possibilité de concentrer les pouvoirs essentiels pour appliquer la loi, les intermédiaires doivent être écartés pour que la loi, une fois votée, ne puisse plus être discutée par les ministres ou localement par les fonctionnaires. Les envoyés en mission doivent appliquer la loi à la lettre et rapidement.

Le **24 décembre 1794**, grand discours de Robespierre sur la réorganisation de l’Etat. C’est la naissance de la fonction publique sous l’autorité de l’Etat.

Germinal an II, **27 mars 1794**, les ministères sont supprimés. Désormais la Convention concentre tous les pouvoirs ! Est-ce une concentration des deux pouvoirs ? Est-ce une inclusion du pouvoir exécutif dans le législatif ?

##### Les institutions

Le tribunal révolutionnaire et les grands procès de l’automne 1793 frappent d’abord les généraux. Preuve en est que les révolutionnaires veulent surveiller l’ensemble des agents républicains. Ensuite le tribunal s’abat contre les femmes, à l’automne 1793 il exécute Olympe de Gouges (novembre), Marie-Antoinette (septembre), Manon Roland (novembre). Le 30 octobre 1793 c’est suppression des clubs de femmes. Il n’y a plus aucun désir que les femmes s’occupent de politique. Robespierre et Saint-Just sont les penseurs de cette idée. Les têtes des trois exécutées sont exhibées. Le tribunal révolutionnaire ne veut plus de massacre, il veut empêcher à tout prix l’intrusion du peuple à la Convention. Ainsi ce sont les conventionnels qui mettent les mains dans le sang pour éviter des massacres non contrôlés qui peuvent être encore plus sanglants. Les conventionnels créent une violence, mais légale, Louis XVI a subit un procès. Chaque personne exécutée a eu droit à un procès légal. La Terreur n’a pas mis en place de massacre, les massacres qui ont lieu n’ont jamais été officiels ou provoqués par l’institution républicaine. En ce sens, il y a une efficacité politique de la violence réelle et symbolique du tribunal révolutionnaire, à canaliser la violence populaire.

##### La politisation des Français

Comment gagne une Révolution ? Avec si peu de Républicains à terme, comment se termine une république victorieuse ? La véritable organisation de la jeune république fait sa force et sa survie. Comment la politisation crée-t-elle la victoire de l’été 1794. Michel Vovelle, in *La découverte de la politique* (1993\*), présente dans un appareil cartographique mêlant pratique religieuse, politique, volontariat pour les armées révolutionnaires, etc. il analyse nouvellement l’ensemble de l’espace français révolutionnaire. La province pèse de tout son poids.

Il y a 36 000 communes, et au moins 12 000 sociétés populaires, un tiers des communes voit la naissance d’une société populaire, ce niveau de politisation n’a jamais été atteint après, la Révolution est un moment de politisation spontanée. Dans la société le but est de défendre la patrie, une idée et des intérêts citoyens. Le Bulletin des lois de l’assemblée est envoyé par obligation dans toutes les communes, le maire doit placarder le bulletin. L’église devient une sorte de maison communale, on y signe des actes de civisme, on y lit, dénonce les suspects (possible par la loi du 18 septembre\*). Ce construit progressivement une culture de combat, autour de l’image du sans-culotte, homme et femme. La Révolution voit émerger de nombreux chants, de nombreux textes sont lus, déclamés, des adresses et pétitions sont rédigées. 20 000 décrets et lois ont été écrits par les trois premières assemblées. De dix à quinze heures, dans les assemblées les pétitions sont lues, c’est le propre d’une démocratie quasi directe et non parlementaire. Chaque lecture donne lieu à des notes envoyées à différentes commissions, différents comités de travail. Les demandes les plus modestes des citoyens sont lues. Ensuite les grands députés portent des rapports à l’assemblée, occasion de grandes joutes oratoires. Ce rapport entre le citoyen et le législateur est une réalité et non une abstraction.

Après l’été 1793, la déchristianisation militante se place au cœur de la république. La religion s’occupe des affaires spirituelles et non des affaires civiles de l’Etat, cela apparaît comme une règle fondamentale des Lumières. Désormais la déchristianisation est populaire et prend des aspects remarquables. Dans les Bouches-du-Rhône, en Provence, il y a Avignon une cité papale et Nîmes dominée par la bourgeoise protestante, Arles le plus vieux archevêché catholique de France, déplacé à Marseille, dans une ville ouverte sur la mer, cosmopolite avec des marchands musulmans, un clergé janséniste et un clergé catholique plus orthodoxe. La république veut dépasser ces divisions religieuses et les plaçant, il faut la circonscrire à la sphère privée. Le patriotisme provençal est ainsi immédiatement antireligieux, et dans le processus de radicalisation de la révolution on s’attaque aux symboles de la religion. La religion soutient ceux qui s’attaquent au patriote, l’Eglise est critiquée pour sa complicité avec les contre-révolutionnaires. Ainsi dans les lieux de culte les biens sont saccagés, pour la première fois dans la guerre rien n’est compté pour la mener, le gouvernement met en place un dirigisme économique qui engage toute l’économe de la nation. La guerre n’a pas de prix. Les valeurs financières sont importantes dans les églises, on récupère notamment les cloches pour les fondre et en fer des canons, l’or des objets liturgique permet d’acheter du blé. Les attaques de la religion sont également symboliques, des œuvres sont martelés, le tombeau des rois à Saint-Denis est ouvert, des sacrilèges sont commis sur la tombe de Louis XV. Les seuls tombeaux de rois vandalisés sont ceux des tombeaux de roi enfermés dans des caisses de plomb dont la guerre avait besoin. La volonté blasphématoire est couplée à un intérêt matériel de guerre.

L’espace public est un espace de procession sous l’Ancien Régime, quotidiennement. La république réinvente une procession laïque, la manifestation avec ses cortèges. Certains sont déprêtrisés de force, d’autres volontairement, l’évêque de Paris organise une grande cérémonie à Notre-Dame pour remettre avec les chanoines de son église-cathédrale une lettre de déprêtrise. Ce mouvement atteint 4500 à 5000 prêtres sur les 10 000. Mais les anciens prêtres sont également de bons citoyens, ainsi le bon citoyen non célibataire doit se marier. Au début du XXe siècle, l’historien proche des communiste, Albert Mathiez, dans sa thèse travaille sur l’église sous le Directoire, il ouvre le dossier Capara\*, cardinal mis en place sous Louis XVIII\* lors du concordat de 1802. Cette source est la suivante => Les prêtres sont recontactés, la valeur pontificale est rendue nulle. Les anciens prêtres se justifient différemment, certains dénoncent le fait d’avoir été forcés, d’autres d’avoir assumés de goûter aux joies de la chair. Les femmes des anciens couvents sont forcées au mariage avec des sans-culottes.

David Bara, mystérieux tableau de Jacques-Louis David le présentant en martyr. Adolescent de 14 ans, présenté dans sa nudité, cela présente sa mort officielle, il crie vive la république face à des Vendéens qui l’obligèrent à crier vive le roi. Déshabillé, il est transpercé, il est représenté les jambes serrées, son visage est d’une féminité importante, il a les cheveux longs. Les cheveux longs sont un signe de liberté. David Bara tient une cocarde tricolore prêt de son cœur, et une lettre, il est l’aîné d’une fratrie d’orphelins. David Bara est un possible héros à garder pour la république. Mirabeau est panthéonisé, puis dépanthéonisé, le cadavre d’un adulte est celui d’un homme né sous l’Ancien Régime, a contrario l’enfant par son innocence devient une figure de la fête révolutionnaire, de la renaissance révolutionnaire. Le nouveau calendrier républicain est proclamé à l’automne 1793, il y a trois jours de repos par mois et non plus quatre jours. Dans la république le travail est proclamé comme une valeur importante pour forger la république. La scénographie républicaine met en place des cortèges d’enfants habillés en blancs avec des garçons avec des fusils en bois, des filles qui représentent la pudeur, les jeunes mariés sont valorisés, les anciens sont honorés également. La culture républicaine familialiste est importante, avec des rôles genrés.

#### La victoire incroyable de 1793

##### La tactique de Carnot

La bataille républicaine, dans sa tactique, détermine la martialisation de la culture française. Carnot s’inscrit dans un débat ancien sur l’ordre profond (colonnes profondes) ou étiré (sur tout le champ de bataille), débat tactique sur le déploiement des armées. À la bataille de Wattignies, en octobre 1793, Carnot présente une nouvelle stratégie. En septembre, à l bataille de Hondschoote, le général républicain Houchard, remporte contre le duc de York. Mais suite à cette victoire le général cesse. Le général passe au tribunal des armées ensuite. Dans la bataille républicaine il n’y a pas de négociation, le but est d’enfoncer les ennemis au centre, sur les lignes de défense logistique, pour anéantir l’ennemi. Les colonnes partent sur les côtés latéraux pour couper les batteries logistiques, et fracasse au centre pour détruire matériellement, physiquement, moralement l’ennemi. Suite au tribunal militaire il est guillotiné, en dépit de sa popularité. Carnot se déplace à Wattignies pour explique sa nouvelle stratégie. De cela, fin 1793, trente généraux de moins de vingt-cinq ans sont nommés, dont neuf futurs maréchaux d’empire, et le futur Bonaparte. La révolution voit naître une nouvelle génération de législateurs, et une nouvelle génération de militaires. Celui qui organise le plus strictement la doctrine militaire de Carnot est Bonaparte.

La terreur doit s’appliquer sur les contre-révolutionnaires. Anne Simonin dans *L’indignité nationale*, la spécialiste des sorties de guerre au XXe siècle, montre que la Terreur est appliquée aux militaires. La Terreur est la manifestation de la conscience des élites révolutionnaires qui se méfient de la guerre. Le plus grand danger finalement n’est pas l’ennemi contre-révolutionnaire qu’il est possible de massacrer, en novembre 1793, Robespierre ose cette question : où est le futur général vainqueur ? Qui dira à la société politique qu’il est le grand sauveur militaire de la république. Qui sera le nouveau César ? Qui sera Cromwell ? La monarchie n’est pas menacée par le général victorieux car la place du roi est défendue par un principe métaphysique. La France n’a pas eu un général victorieux comme Washington, elle eut Bonaparte. Le civil ne lâche pas les bottes du militaire, le militaire est à l’ordre des civils de manière tatillonne, stricte, sévère sous la Terreur. Custine est un général victorieux décapité, comme une dizaine d’autres, c’est la démonstration de la primauté civile sur le monde militaire. Thermidor fait cesser cela.

Bara reprend son cheval, et le général va à l’Hôtel de ville et au nom de sont titre de gouverneur militaire il disperse la foule populaire. Suite à la nuit de XXX de Thermidor les généraux font la république.

##### L’invention d’un centre extrême

A l’automne 1793, jusqu’à janvier 1794, Robespierre comprend que le pluralisme politique accouche d’une démocratie procédurière qui juge de l’efficacité des mesures d’urgence. Robespierre invente une droite radicale et une gauche radicale, fustigée. Il pointe les hébertistes, les cordeliers, les adeptes de Bara, qui désorganisent par démagogisme la république, ils seraient manipulés par l’argent des anglais pour faire d’eux des ennemis du peuple. Les sintras\* révolutionnaires demandent la libéralisation du marché, ils ne défendent pas la vertu politique, Danton est la cible. Robespierre dénonce les deux dangers, de droite et de gauche, sans se placer. Les bons citoyens sont au centre, non pas dans le Marais avec Sieyès, les bons citoyens sont au centre. La première loi républicaine est une loi sur la vertu. Robespierre se donne les moyens d’un pouvoir de conquête, d’exécution, c’est au comité de Salut public et de Sûreté générale que la République se tient. La république des institutions qui divise les pouvoirs devrait mettre le législatif au centre, mais Robespierre impose le pouvoir exécutif au cœur, en mars 1793, suite à de faux complots montrés contre eux, les hébertistes, et les dantonistes (une partie est en réalité corrompue) sont condamnés. Il n’y a alors plus d’opposition à Robespierre dans le centre législatif et exécutif de la République.

### La révolution dans les colonies